



Numéro  
105

# *Bulletin Officiel*

Mai 1998

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

*mai 1998*

## **Avertissement**

Tous les textes faisant l'objet d'une signalisation  
sont communicables à la sous-direction  
des affaires juridiques du ministère de la culture  
et de la communication.

4, rue d'Aboukir, 75002 Paris  
Téléphone : 01.40.15.77.38

TEXTES ÉMIS EN JANVIER- FEVRIER 1998

Directeur de la publication : Frédéric Scanvic  
Directeur-adjoint : Paul Florenson  
Rédacteur en chef : François Brouat  
Secrétariat de rédaction : Edith Pirio, Sylvie Bourcier  
Josiane Karkidès  
Contact presse : Chantal Jaudon  
Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires juridiques  
Centre de documentation juridique et administrative  
4, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél : 01.40.15.77.38.

Abonnement annuel : 120 f

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Direction des Archives de France**

- Page 4 Circulaire AD 98-1 du 2 janvier 1998 relative à la déconcentration des décisions administratives individuelles intéressant les archives. Cas particulier des dérogations aux règles de communicabilité des archives publiques
- Page 4 Circulaire AD 98-2 du 9 janvier 1998 relative au protocole d'accord pour le traitement des archives des unions départementales des allocations familiales

### **Direction de l'architecture**

- Page 6 Arrêté du 8 janvier 1998 modificatif de l'arrêté du 1er avril 1994 relatif au Conseil scientifique supérieur de l'enseignement de l'architecture

### **Direction des musées de France**

- Page 7 Arrêté du 20 mars 1998 relatif aux élections des représentants des élèves au conseil d'administration ainsi qu'au conseil des études et de la recherche de l'Ecole du Louvre
- Page 8 Arrêté du 20 mars 1998 relatif aux modalités de l'élection des représentants des auditeurs au conseil d'administration de l'Ecole du Louvre

### **Direction des théâtres et des spectacles**

- Page 9 Circulaire du 15 décembre 1997 relative aux contrats d'objectifs des scènes nationales
- Page 9 Arrêté du 12 janvier 1998 modifiant le règlement intérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique

### **Centre national de la cinématographie**

- Page 15 Décision du 30 janvier 1998 habilitant certains agents conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des oeuvres cinématographiques

### **Documents signalés**

- Page 16 Direction des Archives de France  
Direction des théâtres et des spectacles

## Mesures d'information

- Page 16 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

- Page 21 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### **Divers**

- Page 26 Circulaire du Premier ministre du 20 mars 1998 relative à l'activité éditoriale des administrations et des établissements publics de l'Etat
- Page 31 Bulletin d'abonnement

# Mesures de publication et de signalisation

## DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

### **Circulaire AD 98-1 du 2 janvier 1998 relative à la déconcentration des décisions administratives individuelles intéressant les archives. Cas particulier des dérogations aux règles de communicabilité des archives publiques.**

Le ministre de la culture et de la communication,

Porte-parole du Gouvernement

à

Mesdames et Messieurs les préfets

(pour attribution et pour transmission

aux directeurs des archives départementales)

L'entrée en vigueur des dispositions du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles appelle certaines précisions quant à l'application de ce décret dans les services d'archives publics.

Le décret n° 97-34 établit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, les décisions administratives individuelles entrant dans le champ de compétence des administrations civiles de l'Etat (à l'exception de celles concernant les agents publics) sont prises par le préfet de département, sauf dérogation précisée par décret en Conseil d'Etat. La liste des exceptions est précisée par différents décrets publiés au *Journal officiel* du 27 décembre 1997. Le décret n° 97-1200 du 19 décembre 1997 en particulier, précise les décisions administratives individuelles qui demeurent de la responsabilité du ministre chargé de la culture et de la communication.

Ce dernier texte, cependant, ne mentionne pas les décisions administratives individuelles intéressant les archives, en particulier les autorisations et les refus de dérogation aux règles de communicabilité des archives publiques délivrés par l'administration des archives en application de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 (article 8). Ces décisions pourraient donc être considérées comme relevant désormais de la compétence du préfet.

Aussi, je crois devoir attirer votre attention sur le fait que les dispositions du décret n° 97-34 ne s'appliquent qu'aux seules décisions administratives individuelles qui trouvent leur origine dans un texte réglementaire. En revanche et ainsi que cela a été précisé par la circulaire du Premier ministre en date du 7 mars 1997 relative à la mise en œuvre du plan de réforme de l'Etat (*Journal officiel* du 13 mars 1997 p. 3905), le décret n° 97-34 ne

peut s'appliquer aux décisions qui sont attribuées par un texte législatif aux échelons centraux des administrations, sauf à envisager le déclassé de ce texte.

En conséquence, les autorisations et les refus de dérogation aux règles de communicabilité des archives publiques demeurent de la compétence de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication (direction des Archives de France). Il convient donc de continuer d'appliquer après le 1<sup>er</sup> janvier 1998 la procédure actuellement en vigueur pour les dérogations aux règles de communicabilité des archives publiques, telle que l'ont définie les circulaires AD 95-7 et AD-DEP 4630 du 22 décembre 1995 et AD 96-2 du 15 avril 1996.

Pour les mêmes raisons, demeurent de la compétence de l'administration centrale du ministère de la culture (direction des Archives de France) les décisions administratives individuelles suivantes qui lui sont expressément attribuées par la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 :

- classement comme archives historiques des archives privées présentant pour des raisons historiques un intérêt public (loi n° 79-18, article 11) ;
- exercice du droit de préemption sur un document d'archives privées mis en vente publique (loi n° 79-18, article 20).

Le ministre de la culture et de la communication,  
Porte-parole du Gouvernement et par délégation,  
Le directeur des Archives de France  
Alain Erlande-Brandenburg

[les tableaux et le modèle de contrat de dépôt d'archives privées peuvent être consultés à la direction des Archives de France].

### **Circulaire AD 98-2 du 9 janvier 1998 relative au protocole d'accord pour le traitement des archives des unions départementales des allocations familiales**

Le ministre de la culture et de la communication

Le président de l'UNAF

à

Mesdames et Messieurs les préfets  
(directions des archives départementales)

Madame et Messieurs les présidents des conseils généraux  
(archives départementales)

Mesdames et Messieurs les présidents  
des unions départementales des associations familiales

Afin de conserver le témoignage des activités des unions départementales des associations familiales, une réflexion conjointe entre représentants des UDAF et représentants des archives départementales a été menée au cours de l'année 1997 et a abouti au présent protocole d'accord pour le traitement des archives des UDAF.

L'union nationale des associations familiales, comme la direction des Archives de France, ont souhaité ne pas donner à ce texte le caractère réglementaire d'une circulaire.

En effet, une réflexion plus vaste, dans le domaine de l'action sanitaire et sociale est entreprise par la direction des Archives de France, et apportera très certainement, au fur et à mesure de son avancement, des modifications à ce protocole (à titre d'exemple, les UDAF gèrent des dossiers relatifs au RMI : il est ici proposé un échantillonnage de ces dossiers, qui n'aura peut-être plus lieu d'être effectué dans les UDAF, mais dans les services des conseils généraux ou des directions départementales de l'action sanitaire et sociale, à l'issue d'une étude transversale de la gestion du RMI).

De surcroît, ce protocole traite tant des archives publiques que des archives privées des UDAF, comme cela sera exposé plus loin ; or, la direction des Archives de France n'est pas habilitée à réglementer le traitement d'archives privées : elle peut, tout au plus, inciter à leur bonne conservation.

Le présent texte constitue donc un document intermédiaire sur lequel devront s'appuyer les directeurs d'archives départementales et les directeurs des UDAF, dans l'attente de circulaires relatives à l'action sociale, et établies non plus par organisme ou service, mais par procédure.

## **1. Les unions départementales des associations familiales: présentation.**

Créées par l'ordonnance du 3 mars 1945 (Code de la famille et de l'aide sociale, titre Ier, chapitre Ier), les unions départementales des associations familiales sont composées par :

- les associations familiales du département qui adhèrent à l'UDAF,
- les fédérations groupant dans le département les associations familiales telles qu'elles sont définies à l'article 1 du Code de la famille et de l'aide sociale.

L'ordonnance du 3 mars 1945 et la loi du 11 juillet 1975 confèrent à l'UNAF et aux UDAF quatre missions :

- donner leur avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
- représenter officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils, assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, le département, la commune ;
- gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs

publics estimeront devoir leur confier la charge ;

-exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique [...], l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts matériels et moraux des familles.

## **2. Les archives des unions départementales des associations familiales.**

Organismes de droit privé chargés d'une mission de service public, les UDAF produisent donc deux catégories d'archives :

- d'une part, des archives publiques dans le cadre des missions de service public qui leur sont déléguées ;
- d'autre part, des archives privées, c'est-à-dire les documents qui procèdent du fonctionnement propre de ces organismes privés.

### **2.1. Les archives publiques :**

Pour la première catégorie de documents (archives publiques), les dispositions de la loi n°79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives s'appliquent pleinement :

- ces documents feront l'objet d'un tri conforme au tableau joint en annexe I et établi en accord avec l'autorité qui les a produits et l'administration des archives, comme le prévoit l'article 4 de la loi précitée ;
- aucune élimination, en application de ce tableau, n'est autorisée sans le visa du directeur d'archives départementales ;
- les délais de communication énumérés à l'article 7 de la loi doivent être respectés pour ce type de documents.

Les documents pour lesquels le tableau joint en annexe I prescrit la conservation (dans leur intégralité ou d'un échantillon) font l'objet d'un versement obligatoire aux archives départementales.

Enfin, il convient de rappeler, que l'UDAF qui a procédé à ce versement garde un libre accès à ses archives conservées dans un service d'archives départementales. Il peut lui en être fait retour, sur simple demande, dans le cadre d'une communication administrative.

### **2.2. Les archives privées :**

En ce qui concerne les archives propres au fonctionnement des UDAF (archives privées), aucune obligation réglementaire ne pèse sur elles. Néanmoins, le souci de préserver la mémoire de ces organismes a conduit à l'élaboration du tableau présenté en annexe II.

Aussi est-il vivement recommandé aux UDAF d'appliquer les propositions de tri et de conservation du tableau précité. Les directeurs d'archives départementales sont tenus de recevoir les archives historiques des UDAF, telles qu'elles ont été définies dans le même tableau.

Les services d'archives départementales sont donc appelés à recevoir cette catégorie de documents à titre de don ou de dépôt révocable ; ils sont alors tenus de respecter les conditions de conservation et de communication qui peuvent être mises par les UDAF (article 10 de la loi précitée).

Le libre accès aux archives déposées par une UDAF auprès d'un service d'archives départementales est assuré dans des conditions identiques à celles s'appliquant aux archives publiques. Bien plus, l'UDAF reste propriétaire de ses archives dans le cadre d'un dépôt, dont les conditions sont fixées par contrat. Un modèle de contrat de dépôt est proposé en annexe III.

### **3. Description des tableaux de tri.**

Les tableaux sont organisés en quatre colonnes.

#### **Colonne n°1 : Type de documents.**

Les différentes catégories de documents ou de dossiers produits ou reçus par les UDAF y sont énumérées.

#### **Colonne n° : 2 : DUA (pour les archives publiques) ou délai de conservation (pour les archives privées).**

La durée d'utilité administrative (DUA) est la durée pendant laquelle l'UDAF est tenue de conserver les documents mentionnés dans la première colonne. Cette durée est définie en fonction des obligations juridiques qui incombent à l'UDAF, mais aussi en tenant compte des besoins d'information nécessaires à sa bonne marche.

Le délai de conservation proposé pour les archives privées a été fixé selon des critères identiques. Il s'agit d'un délai minimum.

#### **Colonne n°3 : Sort final.**

Les mentions de conservation, de tri ou de destruction portées dans cette colonne doivent être interprétées de la façon suivante :

**C** : conservation définitive aux archives départementales.

**D** : destruction. Les différentes procédures de destruction, en fonction de la nature des archives et de leur lieu de conservation sont les suivantes :

-archives publiques conservées à l'UDAF : destruction par les soins du service d'origine au terme de la DUA, après signature d'un visa d'élimination par le directeur des archives départementales (décret n°79-1037 du 3 décembre 1979, article 16) ;

-archives privées conservées à l'UDAF : destruction par les soins du service d'origine, à l'expiration du délai de conservation, ou même ultérieurement ;

-archives publiques versées et archives privées déposées aux archives départementales : destruction par le service d'archives départementales, après accord de l'UDAF (décret n°79-1037 du 3 décembre 1979, article 16).

**E** : échantillonnage (ou tri mécanique) selon les modalités définies dans la colonne "Observations". L'échantillonnage incombe au service versant.

**T** : tri sélectif assuré par le service versant, à savoir conservation des documents ou des dossiers signalés par le service.

#### **Colonne n°4 : Observations.**

Cette colonne permet d'apporter des précisions sur la catégorie de documents, sur les modalités de tri et d'échantillonnage ou encore de justifier de la DUA ou du sort final.

Vous voudrez bien nous saisir de toute difficulté que pourrait entraîner l'application du présent protocole.

Les présidents des UDAF et par délégation  
Le président de l'UNAF  
Hubert Brin

Le ministre de la culture et de la communication  
et par délégation  
Le directeur des Archives de France  
Alain Erlande-Brandenburg

[les tableaux peuvent être consultés à la direction des Archives de France]

## **DIRECTION DE L'ARCHITECTURE**

### **Arrêté du 8 janvier 1998 modificatif de l'arrêté du 1er avril 1994 relatif au Conseil scientifique supérieur de l'enseignement de l'architecture**

La ministre de la culture et de la communication,  
Porte parole du Gouvernement

Vu le décret n° 94-262 du 1er avril 1994 relatif au statut des professeurs et maîtres-assistants des écoles d'architecture,

Vu l'arrêté du 1er avril 1994 relatif au conseil scientifique supérieur de l'enseignement de l'architecture,

Arrête :

Article 1er . L'article 2 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

Le dernier alinéa est remplacé par :

Chaque section est divisée en sous sections où siègent respectivement les professeurs et les maîtres-assistants.

Le nombre de représentants élus et des membres nommés de chaque section et sous section est fixé comme suit :

SECTIONS	MEMBRES NOMMES	MEMBRES ELUS	
		Sous section des M.A	.Sous section des prof.
Histoire et cultures architecturales	2	2	2
Théories et pratiques de la conception architecturale	3	3	4
Espace et territoires	1	1	1
Sciences techniques pour l'architecture	2	2	3
Sciences humaines et sociales	1	1	1
Arts et techniques de la représentation	1	1	1

Article 2 : L'article 6 de l'arrêté susvisé est abrogé.

Article 3 : Le directeur de l'architecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre et par délégation  
Le directeur de l'architecture  
François Barré.

## DIRECTION DES MUSÉES DE FRANCE

### **Arrêté du 20 mars 1998 relatif aux élections des représentants des élèves au conseil d'administration ainsi qu'au conseil des études et de la recherche de l'Ecole du Louvre**

La ministre de la culture et de la communication,

Porte-parole du Gouvernement,

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'Ecole du Louvre en particulier ses articles 9, 12 et 21

Sur proposition du directeur de l'Ecole du Louvre,

Arrête :

Art. 1er. - Les élections des représentants des élèves au conseil d'administration et au conseil des études et de la recherche de l'Ecole du Louvre sont organisées ainsi qu'il suit.

Art. 2. - Sont électeurs et éligibles au conseil d'administration et au conseil des études et de la recherche, les élèves qui ont été élus délégués ou délégués suppléants, au titre de l'année scolaire 1997 / 1998, par les élèves régulièrement inscrits dans l'un des

trois cycles d'études de l'Ecole du Louvre en vue de la préparation d'un diplôme, conformément au règlement intérieur de l'Ecole du Louvre approuvé par décision du directeur des musées de France en date du 13 mai 1991.

Art. 3. - L'élection au conseil d'administration de l'Ecole du Louvre d'un représentant des élèves et de son suppléant, prévue à l'article 12 (6°) du décret du 25 novembre 1997 susvisé, a lieu à la représentation uninominale majoritaire à un tour.

Est élu représentant des élèves titulaire le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Est élu représentant des élèves suppléant le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé après le candidat élu titulaire. En cas d'égalité des voix entre plusieurs candidats, les deux candidats les plus âgés sont élus respectivement titulaire et suppléant.

Art. 4. - L'élection au conseil des études et de la recherche de l'Ecole du Louvre de deux représentants des élèves, prévue à l'article 21 (4°) du décret du 25 novembre 1997 susvisé, a lieu à la représentation majoritaire à un tour.

Sont élus représentants des élèves les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité des voix entre plusieurs candidats, les deux candidats les plus âgés sont déclarés élus.

Art. 5. - Les élèves élus en application des articles 2, 3 et 4 du présent arrêté sont élus jusqu'aux élections suivantes, et pour une durée maximale d'un an.

Art. 6. - Chaque candidat dépose au secrétariat du directeur de l'Ecole du Louvre une déclaration signée précisant ses nom, prénom, date de naissance, cycle d'étude et, s'il est scolarisé dans le premier cycle, l'intitulé de son cours de spécialité.

Art. 7. - Le directeur de l'établissement est chargé de l'organisation des élections, il fixe la date et les modalités des scrutins.

Art. 8. - Le bureau de vote est présidé par le directeur de l'établissement ou son représentant, et comprend deux secrétaires désignés par le directeur de l'établissement. Le bureau de vote veille à la régularité des opérations électorales et au dépouillement des scrutins, procède à la proclamation des résultats et établit le procès-verbal des élections.

Le bureau de vote se prononce sur les difficultés relatives aux opérations de vote. Ses décisions doivent être motivées.

Art. 9. - Les opérations électorales se déroulent publiquement dans les locaux de l'Ecole du Louvre et



pendant ses heures d'ouverture.

Art. 10. - Pour le conseil d'administration, le vote doit être exprimé, sous peine de nullité, à l'aide d'un seul bulletin ne comportant ni rayure, ni rature, ni signe de reconnaissance.

Art. 11. - Pour le conseil des études et de la recherche, chaque électeur choisit au plus deux noms dans la liste des candidats imprimée sur le bulletin de vote en rayant tous les autres noms.

Les bulletins sur lesquels plus de deux noms ne seront pas rayés seront considérés comme nuls.

Art. 12 - Après clôture des scrutins, le bureau de vote organise le dépouillement. Les bulletins blancs ou nuls sont décomptés et annexés aux procès-verbaux. Les procès-verbaux sont signés par l'ensemble des membres du bureau de vote. Les résultats sont immédiatement proclamés et affichés.

Art. 13. - Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le directeur de l'Ecole du Louvre qui statue dans les huit jours suivants.

Art. 14. - Le directeur de l'Ecole du Louvre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre et par délégation  
Le Directeur des musées de France  
Françoise Cachin

# **Arrêté du 20 mars 1998 relatif aux modalités de l'élection des représentants des auditeurs au conseil d'administration de l'Ecole du Louvre**

La ministre de la culture et de la communication  
Porte-parole du Gouvernement

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'Ecole du Louvre, et en particulier ses articles 9 et 12;  
Sur proposition du directeur de l'Ecole du Louvre,

Arrête :

Art. 1er. - Les élections des représentants des auditeurs au conseil d'administration de l'Ecole du Louvre sont organisées ainsi qu'il suit.

Art. 2. - Sont électeurs et éligibles les auditeurs régulièrement inscrits à l'Ecole du Louvre au titre de

l'année scolaire 1997 / 1998 et qui suivent à ce titre les enseignements dispensés aux élèves de premier cycle dans les cours d'histoire générale de l'art, dans les cours organiques et dans les cours d'épigraphie.

Chaque auditeur ne peut voter qu'une seule fois. Sont exclus du collège électoral des auditeurs, les auditeurs qui appartiennent à un autre collège pour les élections au conseil d'administration de l'Ecole du Louvre.

Art. 3. - L'élection au conseil d'administration de l'Ecole du Louvre, prévue à l'article 12 (6°) du décret du 25 novembre 1997 susvisé, d'un représentant des auditeurs et de son suppléant a lieu à la représentation uninominale majoritaire à un tour.

Est élu représentant des auditeurs titulaire le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Est élu représentant des auditeurs suppléant le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé après le candidat élu titulaire. En cas d'égalité des voix entre plusieurs candidats, les deux candidats les plus âgés sont élus respectivement titulaire et suppléant.

Art. 4. - Les auditeurs élus en application des articles 2 et 3 du présent arrêté sont élus jusqu'aux élections suivantes.

Art. 5. - Chaque candidat dépose au secrétariat du directeur de l'Ecole du Louvre une déclaration signée précisant ses nom, prénom, date de naissance et l'intitulé du ou des cours suivi(s) à l'Ecole du Louvre en tant qu'auditeur.

Art. 6. - Le directeur de l'établissement est chargé de l'organisation des élections. Il fixe la date et les modalités du scrutin.

Art. 7. - Le bureau de vote est présidé par le directeur de l'établissement ou son représentant, et comprend deux secrétaires désignés par le directeur de l'établissement. Le bureau de vote veille à la régularité des opérations électorales et au dépouillement des scrutins, procède à la proclamation des résultats et établit le procès-verbal des élections.

Le bureau de vote se prononce sur les difficultés relatives aux opérations de vote. Ses décisions doivent être motivées.

Art. 8. - Les opérations électorales se déroulent publiquement dans les locaux de l'Ecole du Louvre et pendant ses heures d'ouverture.

Art. 9. - Le vote doit être exprimé, sous peine de nullité, à l'aide d'un seul bulletin ne comportant ni rayure, ni rature, ni signe de reconnaissance.

Art. 10. - Après clôture du scrutin, le bureau de vote organise le dépouillement. Les bulletins blancs ou nuls sont décomptés et annexés aux procès-verbaux. Les procès-verbaux sont signés par l'ensemble des membres du bureau de vote. Les résultats sont immédiatement proclamés et affichés.

Art. 11. - Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le directeur de l'Ecole du Louvre qui statue dans les huit jours suivants.

Art. 12. - Le directeur de l'Ecole du Louvre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre et par délégation  
Le directeur des musées de France  
Françoise Cachin

## **DIRECTION DES THÉÂTRES ET DES SPECTACLES**

### **Circulaire du 15 décembre 1997 relative aux contrats d'objectifs des scènes nationales**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et Messieurs les préfets de région  
Directions régionales des affaires culturelles

REF. : Ma circulaire du 30 avril 1997

Par circulaire citée en référence, parue au n° 100 du Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication, je vous ai adressé le texte de cadrage des contrats d'objectifs destinés aux scènes nationales et précisé les modalités de leur mise en application.

Cette procédure contractuelle est corrélative de la déconcentration générale des crédits, qui intervient en 1998, pour le secteur des scènes nationales. J'attache donc une importance particulière à ce qu'elle se mette en place d'une manière générale et très volontaire.

Le contrat d'objectifs devra avoir un contenu plus précis et opérationnel que le projet artistique ou culturel jusqu'à présent présenté par les directeurs et, dans tous les cas, il devra le prolonger en déterminant effectivement des objectifs pertinents et significatifs à atteindre dans chacun des quatre domaines proposés au contrat.

Ces objectifs devront être susceptibles d'un suivi annuel

réel et d'une évaluation finale, base de la négociation d'un nouveau contrat avec le directeur de la scène nationale.

Les collectivités territoriales qui participent au financement de l'établissement devront être étroitement associées, en particulier à travers les travaux du conseil d'administration, à la définition de ces objectifs qui devront répondre aux missions et aux attentes d'un réseau national et aux moyens contributifs que l'Etat lui apporte.

Je vous demande de me faire parvenir pour le 31 janvier 1998 le calendrier prospectif de mise en place des contrats d'objectifs pour les scènes nationales de votre région, assorti de vos premières remarques sur le déroulement de cette procédure.

Je souhaite que la déconcentration générale des crédits affectés aux scènes nationales et la définition du contrat d'objectifs de chaque structure soient l'occasion et le moyen de confirmer la démarche qui a présidé au développement de la décentralisation culturelle et artistique.

La ministre de la culture et de la communication  
Porte-parole du Gouvernement  
Catherine Trautmann

### **Arrêté du 12 janvier 1998 modifiant le règlement intérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n°71-328 du 29 avril 1971 portant règlement organique du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, et notamment en son article 3 ;

Vu les délibérations du comité supérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique du 2 décembre 1997,

Arrête :

#### **Article premier :**

Sont approuvées les modifications du règlement intérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, telles qu'elles ont été adoptées par le comité supérieur de l'établissement en séance du 2 décembre 1997.

#### **Article deux :**

Sont abrogées toutes dispositions antérieures concernant le règlement intérieur contenues dans l'arrêté du 3 janvier 1997.

#### **Article trois :**

Le directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique est chargé de l'exécution du présent arrêté,

qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour le ministre et par délégation  
Le directeur du théâtre et des spectacles  
Dominique Wallon

### **Annexe :**

## **Règlement intérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique**

### **Titre I : Admission au conservatoire**

#### **Section I : Inscription**

##### **Article 1**

L'admission des élèves au Conservatoire national supérieur d'art dramatique se fait par concours.

##### **Article 2**

Nul ne peut se porter candidat s'il est âgé de moins de 18 ans, ou s'il a atteint 24 ans au 1er octobre de l'année du concours. Ce délai est repoussé d'un an pour les hommes ayant accompli leurs obligations militaires ou pour les femmes ayant charge d'enfant.

Toute autre demande de dérogation est examinée par une commission présidée par le directeur du Conservatoire et comprenant, en outre :

- le chef du bureau de l'enseignement et de la formation à la direction du théâtre et des spectacles, ou son représentant ;
- le secrétaire général du Conservatoire ;
- le conseiller aux études auprès du directeur.

Cette commission, qui se réunit une fois par an, se prononce après examen du dossier des candidats.

##### **Article 3**

Les candidats doivent justifier au minimum d'un an de formation théâtrale assidue (au moment de l'inscription) sous la responsabilité d'un professionnel, dans le cadre d'un conservatoire (conservatoire national de région, école nationale de musique, école municipale de musique), d'un cours privé, d'une école d'art dramatique ou d'un atelier de formation théâtrale.

##### **Article 4**

Il est interdit à tout postulant de se présenter plus de trois fois au concours d'admission. Les candidats ayant accédé à l'épreuve d'admission dite troisième tour à un précédent concours sont dispensés de l'épreuve d'admissibilité du premier tour.

##### **Article 5**

Les candidats remplissant toutes les conditions énoncées aux articles 2, 3 et 4 du présent règlement peuvent se faire inscrire auprès du secrétariat général du Conservatoire.

Les postulants domiciliés en province ou à l'étranger sont autorisés à s'inscrire par correspondance pourvu que leur dossier régulièrement constitué soit parvenu au secrétariat général dans les délais prescrits.

Les inscriptions au concours sont reçues au mois de janvier de l'année du concours, à une date qui est précisée chaque année aux postulants.

##### **Article 6**

Les candidats s'inscrivent sous leur véritable nom, auquel il leur est loisible d'ajouter un pseudonyme. Le dossier d'inscription comporte obligatoirement les pièces suivantes :

1) la demande manuscrite d'inscription remplie sur la formule prévue à cet effet, mentionnant le nombre de concours auquel le candidat s'est présenté antérieurement ;

2) un extrait d'acte de naissance ;

3) l'attestation de formation théâtrale assidue, dûment remplie par les soins du responsable du conservatoire (conservatoire national de région, école nationale de musique ou école municipale de musique), du cours privé, de l'école d'art dramatique ou de l'atelier de formation théâtrale fréquenté par le candidat, garantissant l'aptitude du candidat à se présenter au concours du Conservatoire. Toute attestation incomplète, ne comportant pas le cachet de l'établissement, ou rédigée sur un document autre que l'original du formulaire fourni par le Conservatoire, n'est pas recevable ;

4) la liste des quatre scènes (titre, auteur, rôle) choisies pour les épreuves d'admissibilité dans les répertoires précisés à l'article 15 ;

5) un certificat datant de moins de trois mois délivré par un médecin attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie contagieuse, ni d'aucune affection pulmonaire, cardiaque ou autre susceptible de rendre difficile une carrière de comédien et qu'il a subi les vaccinations obligatoires dans les établissements publics d'enseignement ;

6) quatre photographies d'identité ;

7) s'il y a lieu, un certificat de la scolarité en cours ou suivie et une photocopie des diplômes universitaires obtenus ;

8) pour les hommes âgés de dix-neuf ans et plus au 1er janvier de l'année du concours, les pièces justifiant de leur situation militaire ;

9) pour les candidats étrangers, une traduction de leur acte de naissance faite par un interprète expert et, le cas échéant, une lettre d'introduction de l'ambassadeur, du ministre ou du consul général de leur nation, ainsi que toute information jugée utile par l'administration du Conservatoire au regard de leurs conditions de séjour en France.

Les pièces fournies ne sont pas restituées pour un concours ultérieur.

Aucun des renseignements contenus au dossier de l'aspirant ne peut être communiqué à une personne étrangère au Conservatoire à l'exception des membres du jury d'admission appelés à connaître des pièces qui leur sont soumises.

#### Article 7

Les droits d'inscription au concours d'admission doivent être obligatoirement acquittés au moment des inscriptions.

Ces droits ne sont en aucun cas remboursables.

### Section II : Conditions d'admission

#### Article 8

Tout candidat admissible, pour être autorisé à se présenter aux épreuves d'admission définitive devra, au préalable, signer une déclaration par laquelle il s'oblige :

- à se conformer au règlement intérieur du Conservatoire dont il prend connaissance au secrétariat général du Conservatoire;
- à se libérer, en cas d'admission, de tout engagement, sauf autorisation exceptionnelle du directeur ;
- à ne contracter pendant ses études, sauf autorisation exceptionnelle, aucun engagement avec une entreprise extérieure au Conservatoire.

#### Article 9

Les candidats reçus au concours doivent acquitter les droits d'immatriculation et d'affiliation à la sécurité sociale avant le 15 novembre de l'année en cours.

Dans les trois mois qui suivent leur admission, les élèves de première année doivent obligatoirement se présenter à l'examen médical du service universitaire de médecine préventive.

Le droit d'immatriculation n'est en aucun cas remboursable.

#### Article 10

Toute fausse déclaration, ou fourniture de pièce falsifiée ou n'appartenant pas au postulant, entraîne le rejet de son inscription, son élimination des épreuves d'admission, sa radiation du Conservatoire s'il est déjà inscrit en qualité d'élève, et l'interdiction de se représenter ultérieurement.

### Section III : Admission des stagiaires étrangers

#### Article 11

Des stagiaires de nationalité étrangère peuvent être admis par le directeur à assister aux classes du Conservatoire.

Les stagiaires sont tenus d'acquitter le droit d'immatriculation et de fournir un certificat médical ainsi

qu'une lettre de présentation de l'ambassade de leur pays à Paris.

Ils sont autorisés à assister et participer aux classes pendant la période couverte par le droit d'immatriculation dans la mesure où les professeurs le jugent possible.

#### Article 12

Les stagiaires sont soumis à toutes les règles et obligations imposées aux élèves du Conservatoire.

L'exclusion des classes, temporaire ou définitive, que le directeur pourrait être amené à prononcer à l'encontre d'un stagiaire étranger, après en avoir informé le ministère de la culture, ne confère à celui-ci aucun droit au remboursement des sommes qu'il a versées pour son immatriculation, ces sommes restant acquises, en tout cas, au Conservatoire.

#### Article 13

Les stagiaires de nationalité étrangère ne figurent pas dans l'effectif réglementaire des classes et sont admis en plus du nombre fixé par le règlement pour les élèves.

### Section IV : Concours d'admission

#### Article 14

Le concours comporte :

- des épreuves d'admissibilité, dites premier tour et deuxième tour ;
- une épreuve d'admission, comportant un stage et la présentation d'une scène ou d'un monologue, dite troisième tour.

#### Article 15

Les épreuves d'admissibilité dites premier tour, auxquelles les candidats sont convoqués sont réparties en autant de journées que nécessaire, sur une période de un à deux mois.

Le candidat doit préparer quatre scènes, dont deux obligatoirement choisies dans les oeuvres du répertoire français classique, selon une liste établie par le Conservatoire. La durée de chaque scène ne doit pas excéder trois minutes.

Le jury choisit parmi les quatre scènes proposées par le candidat, une ou plusieurs à faire passer. Le jury, s'il le juge utile, pose ensuite au candidat des questions de culture générale et converse avec lui. Le candidat est accompagné de sa ou ses répliques.

Les jurys du premier tour sont composés comme suit, sous la présidence du directeur ou d'un professeur :

- l'inspecteur général des spectacles compétent ou son suppléant ;
- le conseiller aux études auprès du directeur du Conservatoire ;
- des professeurs du Conservatoire ;

- des personnalités du théâtre et des arts du spectacle choisies sur une liste de vingt, présentée par le directeur et agréée par le ministre de la culture.

L'organisation précise des jurys est fixée chaque année par décision du directeur. Pour siéger valablement, un jury comprend, outre le président, au minimum un professeur de l'établissement et le nombre de personnalités extérieures suffisant pour porter au moins à cinq et au plus à sept le nombre total des membres de chaque jury.

Les sélections sont prononcées à la majorité des présents ; en cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Aucun directeur ou professeur de cours privé, aucun agent artistique ne peut être membre de jury.

Les candidats qui ont concouru sont avisés du résultat de l'épreuve à l'issue de chaque séance.

#### Article 16

Les épreuves d'admissibilité dites deuxième tour sont organisées à la suite du premier tour.

Les candidats sélectionnés selon la procédure prévue à l'article 15 reçoivent une convocation pour deux journées distinctes, et présentent une scène par séance ; les scènes présentées par le candidat sont l'une classique selon la liste établie par le Conservatoire, l'autre moderne, chaque extrait n'excédant pas trois minutes.

Le candidat est accompagné de sa ou ses répliques.

Le jury est composé comme suit, sous la présidence du directeur ou d'un professeur :

- l'inspecteur général des spectacles compétent ou son suppléant ;
- l'administrateur général de la Comédie Française, ou son représentant choisi au sein du conseil d'administration ;
- un membre du conseil d'administration de la Comédie Française ;
- un directeur de théâtre national, désigné par le ministre de la culture ;
- un directeur de centre dramatique national, désigné par le ministre de la culture ;
- huit professeurs du Conservatoire ;
- le conseiller aux études auprès du directeur du Conservatoire ;
- six personnalités du théâtre et des arts du spectacle choisies sur la liste mentionnée à l'article 15.

Pour siéger valablement, le jury comprend, outre le président, au minimum quatre professeurs de l'établissement et le nombre de personnalités suffisant pour porter au moins à douze le nombre total des membres du jury.

A l'issue de ces épreuves a lieu un premier vote où sont déclarés admissibles les candidats ayant obtenu la

majorité absolue des suffrages. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Un ou plusieurs votes, précédés de délibérations, déterminent les autres candidats reçus, à concurrence du nombre de places disponibles pour le stage.

#### Article 17

Les concurrents déclarés admissibles sont répartis par groupes. Au cours d'une réunion, le professeur d'interprétation responsable d'un groupe de stage apporte sa contribution au choix, par les candidats, de la scène ou du monologue qu'ils présenteront le dernier jour de l'épreuve.

Le stage se déroule suivant des modalités fixées par le directeur. Les scènes qui seront présentées au troisième tour ne sont en aucun cas travaillées dans le cadre du stage.

Dans la limite des crédits disponibles, le directeur du Conservatoire peut décider de défrayer les candidats de province pour la durée du stage.

Le troisième tour se clôture par une présentation des travaux, d'une durée maximum de cinq minutes par candidat, suivie d'une discussion et des votes du jury.

La composition du jury et les conditions de validité du scrutin sont identiques à celles du deuxième tour.

Le jury assiste à la présentation des scènes ou monologues, et entend les professeurs qui sont intervenus pendant le stage. Lors du premier vote sont déclarés admis les candidats ayant obtenu la majorité absolue des suffrages. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Un ou plusieurs votes, précédés de délibérations, déterminent les autres candidats admis, dans la limite du nombre de places disponibles.

#### Article 18

Le nombre des admis ne peut excéder le chiffre suffisant à porter l'effectif de chaque classe d'interprétation au maximum à quinze élèves.

#### Article 19

L'effectif de quinze élèves par classe peut ne pas être atteint, le jury d'admission ne devant admettre que les candidats qui lui paraissent dignes d'être reçus et aptes à profiter de l'enseignement du Conservatoire.

En cas de défection, le directeur peut décider l'admission d'un des candidats les mieux notés parmi les non admis.

#### Article 20

A la suite du concours d'admission, le directeur réunit les professeurs et répartit les élèves dans les différentes classes suivant les places disponibles.

Aucun changement de classe n'a lieu pendant l'année scolaire, sauf situation exceptionnelle dont le directeur est juge.

## **Titre II Enseignement**

### **Section I : Principes**

#### **Article 21**

Le Conservatoire national supérieur d'art dramatique, école nationale, ne doit privilégier exclusivement aucun courant esthétique et doit préserver le caractère pluraliste de l'enseignement : chaque élève travaillera donc avec des professeurs différents au cours des trois années d'études.

#### **Article 22**

Compte tenu de la nécessité imposée par les particularités du métier d'acteur, de donner à chaque élève les moyens de développer non seulement ses connaissances techniques mais aussi sa personnalité artistique, le directeur du Conservatoire, assisté de collaborateurs choisis par lui, assume les fonctions de directeur des études, regroupant pour chaque élève les avis et informations des professeurs en y ajoutant ses observations propres. Il assiste les élèves dans l'orientation de leur travail personnel.

### **Section II - Durée et organisation des études**

#### **Article 23**

La durée des études est de trois années. Les activités pédagogiques sont de nature différente pendant ces trois années.

Une année dans une école étrangère figurant sur une liste établie par décision du directeur peut constituer l'équivalent d'une deuxième année accomplie au Conservatoire.

L'autorisation de poursuivre la scolarité durant une quatrième année a un caractère exceptionnel : elle est accordée par décision du directeur, en particulier pour des raisons de santé.

#### **Article 24**

Le cursus pédagogique de chaque promotion est arrêté en début d'année par le directeur, après consultation des professeurs concernés. Le programme de chaque année peut varier selon les besoins, avec des enseignements s'adressant à plusieurs promotions.

#### **Article 25**

Chaque élève est affecté à une classe d'interprétation. Pendant sa scolarité, il participe aussi aux activités dispensées dans le cadre des quatre départements : département histoire du théâtre, étude et pratique de la langue ; département musique et voix ; département corps et espace ; département cinéma.

Les enseignements sont obligatoires et les présences sont contrôlées par l'établissement. Cependant, certains cours techniques peuvent, sur décision du directeur, être déclarés optionnels.

La régie est enseignée comme une pratique dans le cadre des activités générales de l'école.

#### **Article 26**

Les classes d'interprétation ont lieu trois fois par semaine.

Le directeur détermine les jours et heures de classe de chaque professeur.

Les professeurs, à leur demande, peuvent être autorisés par le directeur à reporter un ou plusieurs cours soit le samedi, soit le soir, à la période de leur choix.

Ils peuvent, à leur demande ou sur proposition du directeur, être autorisés par le directeur à regrouper leurs heures de cours sur une période limitée, afin de préparer et présenter un stage ou un atelier.

Le directeur décide de l'affectation de chaque élève après consultation du conseil des professeurs, auquel participe un délégué des élèves.

Il tient compte, pour la répartition des élèves, des effectifs maxima fixés à l'article 18 du présent règlement.

#### **Article 27**

Sauf pour certains cas expressément prévus par décision du directeur, tous les cours sont faits à l'intérieur du Conservatoire.

Sauf autorisation exceptionnelle accordée par le directeur, avec l'accord du ou des professeurs intéressés, et pour des périodes limitées, ils sont rigoureusement interdits aux personnes qui ne figurent pas sur le contrôle du Conservatoire.

#### **Article 28**

Il peut être organisé pour les élèves des stages dont l'objet, la durée, les modalités et le nombre sont fixés par le directeur après consultation du conseil des professeurs.

Ces stages sont dirigés soit par un professeur du Conservatoire, soit par un maître invité, soit par une école, une compagnie ou une institution autre avec laquelle le Conservatoire entretient des liens de collaboration.

La participation à ces stages est facultative et ne peut, en aucun cas, dispenser l'élève de la fréquentation normale des classes et cours.

#### **Article 29**

Au cours des deuxième et troisième trimestres de l'année scolaire, des ateliers destinés à être présentés en public sont organisés pour les élèves de troisième année, sous la direction d'un professeur d'interprétation ou d'un maître invité.

#### **Article 30**

Les travaux issus des stages, les ateliers de troisième année ainsi que les présentations pédagogiques de fin d'année peuvent être montrés au public dans la salle du Théâtre du Conservatoire, à l'extérieur sur décision du

directeur, après avis des professeurs intéressés, et à l'étranger, après que le ministère de la culture en a été informé.

Avec l'autorisation du directeur, et sous le contrôle d'un professeur, des spectacles mis en scène par des élèves peuvent être également présentés en public dans les mêmes conditions.

### **Article 31**

Le budget de ces stages, ateliers, présentations pédagogiques de fin d'année et spectacles d'élèves est compris en recettes et dépenses dans le budget autonome de l'établissement, sauf pour une exploitation extérieure au programme pédagogique proprement dit.

## **Section III : Contrôle des études - Examens - Diplômes**

### **Article 32**

Au cours du second trimestre et à la fin de chaque année scolaire, le conseil des professeurs se réunit, sous la présidence du directeur, en présence de l'inspecteur général de la création et des enseignements artistiques et des délégués des élèves. Il peut être appelé à donner son avis sur toutes les questions relatives au Conservatoire, aux méthodes pédagogiques, à la discipline de l'établissement, à l'organisation et à l'évaluation du travail des élèves.

### **Article 33**

Les élèves admis comme stagiaires à la Comédie-Française demeurent soumis à toutes les obligations imposées aux élèves du Conservatoire. Ils ne sauraient participer à des tournées qui les éloigneraient de leurs études qu'après autorisation du directeur et jamais, en tout cas, pendant le dernier trimestre de l'année scolaire.

### **Article 34**

Les ateliers de troisième année ainsi que les présentations pédagogiques de fin d'année mentionnés à l'article 30 ont notamment pour objet de constater le degré de valeur professionnelle auquel sont parvenus les élèves. Leur programme est fixé par le directeur, après avis du conseil des professeurs.

### **Article 35**

A l'issue des trois années de formation, il est délivré à chaque élève un diplôme.

## **Titre III : Bourses - Encouragements d'études - discipline**

### **Section I : Bourses - Encouragements d'études**

### **Article 36**

Dans la limite des crédits ouverts à cet effet, le directeur peut, après avis du comité des bourses du Conservatoire,

attribuer aux élèves des bourses d'études payables par mois.

Dans la limite des crédits disponibles, le directeur peut également attribuer des secours, des aides au logement et des encouragements d'études aux élèves dont la situation de fortune est modeste ou qui se trouvent avoir à faire face à des difficultés particulières.

Le comité des bourses est composé :

- du directeur du Conservatoire,
- du conseiller aux études auprès du directeur,
- du secrétaire général,
- du chef du bureau de l'enseignement et de la formation à la direction du théâtre et des spectacles, ou son représentant,
- des représentants d'élèves des trois promotions.

Dans la limite des crédits disponibles, le directeur peut attribuer des mensualités de bourse supplémentaires, après avis du comité des bourses, ou des encouragements d'étude aux élèves participant à des stages organisés par le Conservatoire ou à des ateliers-spectacles préparés pendant les congés scolaires d'été et placés sous la responsabilité du Conservatoire.

### **Article 37**

Les demandes de bourses accompagnées des pièces justificatives requises doivent être présentées par les élèves dans le délai qui leur est imparti.

### **Article 38**

Des dispenses de droit annuel d'immatriculation peuvent être consenties aux élèves qui en font la demande et dont la situation justifie cette faveur. Les postulants sont tenus de produire tous les documents qui leur seront demandés à l'appui de leur demande.

En aucun cas le nombre des dispenses accordées ne peut dépasser 10% du nombre total des élèves.

Des dispenses sont octroyées selon la même procédure que les bourses.

Le directeur, après avis du conseil des professeurs, désigne annuellement les élèves susceptibles de bénéficier des prix et fondations.

### **Article 39**

En cours d'année, les élèves doivent informer l'administration de tout changement de domicile ou d'état-civil et, dans le cas des élèves boursiers, déclarer à l'administration toute modification de leur situation et de leurs ressources.

Les élèves qui sont engagés comme acteurs rémunérés voient leur bourse suspendue pour la durée de cette activité ; tout élève qui omet de signaler les cachets qu'il perçoit peut se voir privé définitivement de sa condition de boursier par décision du directeur.

**Section II : Radiation - Sanctions disciplinaires.****Article 40**

Tout élève qui ne se présente pas à la rentrée des classes sans excuse légitime est obligatoirement radié des effectifs. Tout élève qui n'aura pas satisfait dans les délais prévus aux formalités énumérées dans l'article 9 est radié des effectifs.

**Article 41**

Les absences pour raison de santé doivent être justifiées par un certificat médical. Les absences pour toutes autres raisons doivent faire l'objet d'une demande de congé, congé qui ne sera accordé que lorsque la demande aura été signée par les professeurs concernés et le directeur.

**Article 42**

Aucun élève ne peut, sous peine de radiation, contracter un engagement avec une entreprise de spectacles quelconque (théâtre, radio, télévision, concert, cinématographie, synchronisation), sans l'autorisation préalable écrite du directeur, donnée après avis favorable des professeurs concernés et communication du projet de contrat de l'intéressé. Cette autorisation n'est accordée qu'à titre exceptionnel aux élèves de première année.

**Article 43**

Les élèves et stagiaires étrangers sont placés, dans l'enceinte de l'établissement, sous l'autorité du directeur du Conservatoire et de ses représentants.

Ils s'engagent à respecter les règles de fonctionnement de l'établissement qui leur sont indiquées par le personnel administratif, technique et enseignant.

La non observation de ces indications entraînera des sanctions prévues à l'article 45.

**Article 44**

La détérioration volontaire des locaux ou du matériel, le détournement de matériel ou de documents, les injures, les menaces ou les voies de fait à l'égard du personnel administratif, enseignant ou technique ou des autres élèves entraînent l'exclusion immédiate et provisoire prononcée par le directeur, l'exclusion définitive étant opérée après avis du conseil de discipline, dans les formes prévues à l'article 45.

**Article 45**

Les sanctions disciplinaires sont :

- l'avertissement,
- l'exclusion temporaire,
- l'exclusion définitive.

L'avertissement et l'exclusion temporaire sont prononcés par le directeur.

L'exclusion définitive entraîne la suppression de la bourse.

**Article 46**

Le conseil des professeurs peut proposer l'exclusion du Conservatoire de tout élève dont il n'aurait pas reconnu l'aptitude à poursuivre ses études. Il est tenu compte à cette occasion de la qualité des travaux accomplis par les élèves au cours de l'année scolaire et de leur assiduité.

Tout élève dont l'exclusion est proposée par le conseil des professeurs peut être entendu à sa demande par une commission composée de son professeur d'interprétation et des enseignants chargés de la promotion dont il relève, réunis à cet effet par le directeur. L'élève peut se faire assister.

Au terme de cette procédure, le directeur décide le maintien dans l'école ou l'exclusion de l'élève.

**Article 47**

Dans le cas des manquements énoncés aux articles 43 et 44, l'exclusion définitive peut être prononcée par le directeur après avis du conseil de discipline. Le conseil de discipline est composé du directeur, de l'inspecteur général des spectacles compétent ou son suppléant, du secrétaire général, du conseiller aux études auprès du directeur, des deux professeurs désignés par le conseil des professeurs pour siéger au comité supérieur, conformément aux dispositions de l'article 11 du décret portant règlement organique du Conservatoire, et du représentant élu des élèves au comité supérieur de l'établissement.

Les professeurs intéressés à la question évoquée participent au conseil de discipline avec voix consultative. L'élève concerné est obligatoirement entendu et peut se faire assister.

---



---

## CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

**Décision du 30 janvier 1998 habilitant certains agents conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des oeuvres cinématographiques.**

La ministre de la culture et de la communication,  
Porte-parole du Gouvernement,

Vu le Code de l'industrie cinématographique et notamment ses articles 19 à 22 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code susvisé ;



**Décide :****Article premier :**

Sont habilités, conformément à l'article 14 du décret du 23 février 1990 susvisé, les agents ci-après désignés :

ALBERTELLA Xavier	METENIER Xavier
BAICHE Laurent	MONTEIL Martine
BITSCH Richard	MULLER Marie-Rose
BUSIDAN Eric	NOBLET Luc
CERF Thi-Lan	ORBILLOT Régis
DEMICHY Maurice	PANCIATICI Josiane
DENIS Christine	PELISSIER Pierre-Louis
EYNARD Pierre	RAYMONDAUD Hélène
FACON Laetitia	RENAUD Dominique
GAUTIER Philippe	RIALLAND Yves
GUIDEZ Jean-Pierre	SALIN Bruno
HEBERT Thierry	SICAUD Roger
JAVON Jean-Pierre	TAVERNIER Philippe
KHUN Bernard	VINCENDEAU Françoise
LAFAYE François	VINCENT Catherine
LE GAL Gérard	

afin d'effectuer tout contrôle conformément à l'article 12 du même décret.

**Article 2 :**

Cette décision abroge la décision du 25 février 1997.

**Article 3 :**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la culture.

La ministre de la culture et de la communication,  
Porte-parole du Gouvernement,  
Catherine Trautmann

**DOCUMENTS SIGNALÉS****Direction des Archives de France**

Note d'information de la direction des Archives de France, année 1998, n° 1 : Les archives étrangères sur Internet.

Note AD/DEP 109 du 28 janvier 1998 à MM. Les présidents des conseils régionaux, présidents des conseils généraux et maires : relevé des textes réglementaires déterminant les délais d'utilité administrative et les règles de conservation des archives publiques, 1958-1997.

**Direction des théâtres et des spectacles**

Procès verbal de la séance du comité supérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique du 2 décembre 1997, à 10 heures, 2 bis rue du Conservatoire 75010 Paris (5 pages).

# Mesures d'information

**Relevé de textes parus au Journal officiel****Janvier 1998****JO n° 1 du 1er janvier 1998**

Page 44 Arrêté du 19 décembre 1997 relatif au budget de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts pour l'exercice 1997.

Page 57 Décret du 30 décembre 1997 portant nomination du directeur de l'Ecole du Louvre (M. Ponnau Dominique).

**JO n° 2 des 2 et 3 janvier 1998****Intérieur**

Page 146 Décret n° 97-1331 du 26 décembre 1997 portant changement de nom d'une commune (Châlons-en-Champagne).

Page 146 Décret du 26 décembre 1997 approuvant la dissolution d'une fondation reconnue d'utilité publique (Fondation ELF).

**Culture**

Page 155 Décret n° 98-2 du 2 janvier 1998 fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux études d'architecture.

Page 156 Arrêté du 2 décembre 1997 portant agrément d'associations pour assurer la formation des artistes chorégraphiques.

Page 156 Arrêté du 19 décembre 1997 portant approbation du compte financier de l'Ecole nationale

supérieure de création industrielle pour l'exercice 1996.

Page 156 Décision du 2 décembre 1997 portant renouvellement d'habilitation d'un centre à assurer la formation au diplôme d'Etat de professeur de danse.

Page 164 Arrêté du 2 décembre 1997 portant dispense de l'obtention du diplôme d'Etat de professeur de danse.

### **JO n° 3 du 4 janvier 1998**

Page 217 Décret du 2 janvier 1998 portant nomination au conseil d'administration de la société anonyme Société française de production et de création audiovisuelles.

### **JO n° 5 du 7 janvier 1998**

Page 309 Décret du 6 janvier 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société française de production et de création audiovisuelles.

### **JO n° 6 du 8 janvier 1998**

Page 357 Décret n° 98-11 du 5 janvier 1998 portant création de l'établissement public du Centre national de la danse.

### **JO n° 7 du 9 janvier 1998**

Page 402 Arrêté du 23 décembre 1997 relatif au budget du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris pour 1997.

### **JO n° 8 du 10 janvier 1998**

Page 438 Arrêté du 5 janvier 1998 fixant la liste des publications périodiques visées au titre 1er du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

### **JO n° 11 du 14 janvier 1998**

Page 567 Arrêté du 6 janvier 1998 relatif au troisième cycle conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement.

Page 567 Arrêté du 6 janvier 1998 relatif au cycle de formation continue diplômante conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement.

### **JO n° 13 du 16 janvier 1998**

Page 671 Décret n° 98-31 du 14 janvier 1998 portant création d'un comité consultatif de la recherche architecturale.

Page 673 Arrêté du 8 janvier 1998 modifiant l'arrêté du

27 octobre 1994 relatif aux modalités des élections des représentants des usagers au conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France.

### **Conventions collectives**

Page 681 Arrêté du 7 janvier 1998 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'animation socio-culturelle.

### **JO n° 14 du 17 janvier 1998**

Page 742 Décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie audiovisuelle.

Page 743 Décret du 15 janvier 1998 portant délégation de signature (M. Bonhomme Alain).

### **JO n° 16 des 19 et 20 janvier 1998**

Page 913 Arrêté du 16 décembre 1997 portant admission à la retraite (administration générale).

### **JO n° 17 du 21 janvier 1998**

Page 970 Arrêté du 8 janvier 1998 relatif aux premier et deuxième cycles des études d'architecture.

Page 972 Arrêté du 8 janvier 1998 relatif à la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture et aux conditions d'habilitation des écoles.

Page 973 Arrêté du 8 janvier 1998 relatif aux conditions et aux modalités d'inscription des étudiants dans les écoles d'architecture.

Page 974 Arrêté du 8 janvier 1998 relatif au cycle de formation continue diplômante conduisant au diplôme de deuxième cycle des études d'architecture.

Page 976 Arrêté du 8 janvier 1998 relatif aux conditions et aux modalités d'inscription des stagiaires dans la formation continue diplômante en architecture.

### **JO n° 19 du 23 janvier 1998**

Page 1095 Arrêté du 15 décembre 1997 portant attribution d'un ensemble immobilier (Galerie-Carrousel-Louvre).

Page 1096 Arrêté du 8 janvier 1998 relatif au budget de l'Académie de France à Rome pour l'exercice 1997.

Page 1102 Décret du 16 janvier 1998 portant nomination (conservateurs du patrimoine stagiaires).

### **Conventions collectives**

Page 1103 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 1105 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de la photographie professionnelle.

### **JO n° 21 du 25 janvier 1998**

Page 1191 Décret du 23 janvier 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme France 3 (M. Wallon Dominique).

Page 1191 Décret du 23 janvier 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme France 3 (M. Ganer Gérard).

### **JO n° 22 du 27 janvier 1998**

Page 1246 Arrêté du 17 décembre 1997 autorisant l'aliénation d'un terrain issu d'un legs.

Page 1246 Arrêté du 19 janvier 1998 modifiant l'arrêté du 15 juillet 1993 relatif aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves des concours de recrutement d'adjoints administratifs des services extérieurs du ministère de la culture et de la francophonie.

### **JO n° 25 du 30 janvier 1998**

Page 1497 Arrêté du 20 janvier 1998 relatif aux mesures transitoires prévues à l'article 15 du décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture.

Page 1497 Arrêté du 22 janvier 1998 portant création d'une commission consultative de la commande publique.

Page 1505 Arrêté du 8 janvier 1998 portant nomination au comité consultatif de la diffusion cinématographique (M. Robineau Yves, Mme Favre Claire).

### **JO n° 26 du 31 janvier 1998**

Page 1562 Arrêté du 16 décembre 1997 relatif à une régie d'avances.

Page 1562 Arrêté du 14 janvier 1998 relatif au budget de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts pour l'exercice 1998.

Page 1562 Arrêté du 14 janvier 1998 relatif au budget de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs pour l'exercice 1998.

Page 1562 Arrêté du 15 janvier 1998 relatif au budget de l'Académie de France à Rome pour l'exercice 1998.

Page 1562 Arrêté du 20 janvier 1998 relatif au budget du Centre national des arts plastiques pour l'exercice 1997.

Page 1563 Arrêté du 20 janvier 1998 relatif au budget du Conservatoire national supérieur d'art dramatique pour l'exercice 1998.

Page 1563 Arrêté du 14 janvier 1998 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Page 1563 Arrêté du 26 janvier 1998 autorisant au titre de l'année 1998 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens d'art (femmes et hommes).

Page 1576 Arrêté du 7 janvier 1998 portant nomination aux commissions d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine (M. Bonhomme Alain).

### **Février 1998**

### **JO n° 27 du 1er février 1998**

Page 1633 Décret du 30 janvier 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (M. Goudineau Daniel).

### **JO n° 28 des 2 et 3 février 1998**

Page 1711 Décret n° 94-176 du 22 février 1994 relatif au statut des professeurs et maîtres-assistants des écoles d'architecture (extrait d'une décision d'annulation en Conseil d'Etat).

### **JO n° 30 du 5 février 1998**

Page 1865 Arrêté du 2 février 1998 autorisant au titre de l'année 1998 l'ouverture de concours pour le recrutement de maîtres ouvriers (femmes et hommes).

Page 1872 Arrêté du 15 janvier 1998 portant admission à la retraite (inspection de la création et des enseignements artistiques).

Page 1872 Arrêté du 27 janvier 1998 portant nomination au conseil du patrimoine ethnologique.

Page 1873 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **JO n° 31 du 6 février 1998**

Page 1922 Décret du 4 février 1998 portant délégation de signature (Mme Mariani-Ducray Francine).

Page 1923 Arrêté du 7 janvier 1998 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1993 portant création d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des professeurs des écoles d'architecture.

Page 1938 Décret du 4 février 1998 portant nomination du délégué au développement et aux formations (Mme Weber Anita).

Page 1938 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

**JO n° 32 du 7 février 1998**

Page 1981 Décret n° 93-367 du 12 mars 1993 modifiant le décret n° 92-91 du 24 janvier 1992 relatif au statut des professeurs et maîtres-assistants des écoles d'architecture (extrait d'une décision d'annulation du conseil d'Etat).

Page 1990 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme de paysagiste DPLG.

**JO n° 34 des 9 et 10 février 1998**

Page 2123 Arrêté du 11 décembre 1997 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Paris-la-Seine (M. Laurent Jean-François).

Page 2123 Arrêté du 19 janvier 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Bordeaux (Mme Parin Claire).

Page 2123 Arrêté du 19 janvier 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Bordeaux.

Page 2123 Arrêté du 28 janvier 1998 portant nomination du directeur des études de l'Ecole du Louvre (Mme Picquenard Thérèse).

Page 2123 Arrêté du 28 janvier 1998 portant nomination de la secrétaire générale de l'Ecole du Louvre (Mme Devevey Marie-Christine).

Page 2123 Arrêté du 30 janvier 1998 portant nomination (direction régionale des affaires culturelles).

Page 2123 Arrêté du 4 février portant cessation de fonctions et nomination au cabinet de la ministre (M. Cameo David).

**JO n° 35 du 11 février 1998**

Page 2184 Arrêté du 30 janvier 1998 portant cessation de fonctions (directions régionales des affaires culturelles).

**JO n° 36 du 12 février 1998**

Page 2239 Arrêté du 30 janvier 1998 modifiant l'arrêté du 11 avril 1996 modifié portant création et composition de comités d'hygiène et de sécurité au ministère de la culture.

Page 2240 Arrêté du 30 janvier 1998 relatif au budget du Centre national des arts plastiques pour l'exercice 1998.

**JO n° 37 du 13 février 1998**

Page 2302 Arrêté du 9 juillet 1997 relatif au budget

pour 1997 de l'école d'architecture de Grenoble.

Page 2302 Arrêté du 16 octobre 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Paris-La Défense.

Page 2303 Arrêté du 29 octobre 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Paris-Conflans.

Page 2303 Arrêté du 12 novembre 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand.

Page 2303 Arrêté du 12 novembre 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Paris-la-Seine.

Page 2303 Arrêté du 19 novembre 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Paris-Villemin.

Page 2303 Arrêté du 24 novembre 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Strasbourg.

Page 2303 Arrêté du 28 novembre 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Saint-Etienne.

Page 2303 Arrêté du 28 novembre 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Versailles.

Page 2303 Arrêté du 3 décembre 1997 relatif au budget pour 1997 de l'école d'architecture de Grenoble.

Page 2303 Arrêté du 2 février 1998 relatif au budget du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris pour l'exercice 1998.

**JO n° 38 du 14 février 1998**

Page 2354 Arrêté du 30 janvier portant nomination au conseil d'administration de l'Orchestre de Paris.

Page 2354 Arrêté du 30 janvier portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Saint-Etienne.

**JO n° 41 du 18 février 1998**

Page 2560 Décret du 16 février 1998 portant délégation de signature (M. Dupuis Jean-Sébastien, Mme Chatenay-Dolto Véronique).

Page 2568 Arrêté du 27 janvier 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Normandie.

Page 2568 Décision du 5 janvier 1998 portant nomination au comité d'aide à la musique d'oeuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Page 2568 Décision du 6 janvier 1998 portant nomination à la commission des prix de qualité prévue à l'article 8 du décret n° 59-733 du 16 juin 1959 modifié.

**JO n° 42 du 19 février 1998**

Page 2612 Arrêté du 27 janvier 1998 abrogeant l'arrêté

du 28 juin 1991 et portant mise en révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la ville de Bordeaux.

Page 2612 Arrêté du 6 février 1998 relatif au budget de l'établissement public Bibliothèque publique d'information pour l'exercice 1997.

Page 2612 Arrêté du 6 février 1998 relatif au budget de l'établissement public Bibliothèque publique d'information pour l'exercice 1998.

Page 2621 Arrêté du 10 février 1998 portant détachement (administration centrale) (Mme Julien Marion).

#### **JO n° 43 du 20 février 1998**

Page 2660 Décret n° 98-96 du 18 février 1998 portant suppression et création d'emplois au budget du ministère de la culture et de la communication.

Page 2660 Arrêté du 6 février 1998 modifiant l'arrêté du 5 juillet 1991 modifié portant création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des ingénieurs de recherche, ingénieurs d'études et techniciens de la recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

#### **JO n° 44 du 21 février 1998**

Page 2736 Arrêté du 6 février 1998 portant attribution d'un ensemble immobilier domanial (Etablissement public du musée du Louvre).

Page 2737 Arrêté du 12 février 1998 relatif au budget de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle pour l'exercice 1997.

Page 2737 Arrêté du 12 février 1998 relatif au budget de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle pour l'exercice 1998.

Page 2743 Arrêté du 4 février 1998 portant nomination à la Commission supérieure des monuments historiques.

Page 2747 Arrêté du 5 février 1998 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine).

#### **JO n° 45 du 22 février 1998**

Page 2802 Arrêté du 18 février 1998 portant délégation de signature (Mme Weber Anita).

#### **JO n° 46 des 23 et 24 février 1998**

Page 2876 Décret du 23 février 1998 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (Mme Mariani-Ducray Francine).

Page 2876 Décret du 23 février 1998 portant nomination

(inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (Mme Chiffert Anne).

Page 2876 Arrêté du 30 janvier 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Saint-Etienne.

Page 2876 Arrêté du 16 février 1998 portant nomination (administration générale) (M. Blanchecotte Jean-Marc).

Page 2876 Arrêté du 23 février 1998 portant nomination du chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles (Mme Mariani-Ducray Francine).

Page 2876 Listes des élèves ayant obtenu de diplôme d'architecte DPLG.

#### **JO n° 47 du 25 février 1998**

Page 2937 Arrêté du 20 février 1998 fixant le taux de l'indemnité de fonctions des fonctionnaires occupant un emploi de directeur régional des affaires culturelles.

Page 2941 Arrêté du 27 janvier 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Strasbourg.

#### **JO n° 48 du 26 février 1998**

Page 2997 Arrêté du 17 février 1998 fixant les modalités du contrôle financier sur l'Ecole du Louvre.

Page 3003 Arrêté du 10 février 1998 portant admission à la retraite (administration générale).

Page 3003 Arrêté du 10 février 1998 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand.

#### **JO n° 49 du 27 février 1998**

Page 3050 Arrêté du 18 février 1998 abrogeant l'arrêté du 7 décembre 1987 modifié portant création d'une commission nationale consultative pour l'attribution des aides aux projets de création chorégraphique et d'une commission nationale consultative pour l'attribution des aides aux compagnies chorégraphiques indépendantes.

Page 3058 Décret du 26 février 1998 portant nomination du directeur de l'administration générale (M. Scanvic Frédéric).

Page 3059 Décret du 26 février 1998 chargeant le directeur du théâtre et des spectacles des fonctions de directeur de la musique et de la danse par intérim (M. Wallon Dominique).

Page 3059 Arrêté du 2 janvier 1998 portant nomination à la commission consultative de la création artistique (arts décoratifs, métiers d'art et création industrielle).

## Réponses aux questions écrites

### Assemblée nationale

#### JO n° 1 du 5 janvier 1998

Réponses aux questions de :

- M. Denis Jacquat sur le souhait de l'association Culture et bilinguisme d'Alsace et de Moselle de voir allouer, dans le cadre de la décentralisation, une partie de la redevance audiovisuelle aux structures régionales de radio et de télévision.

(Question n° 2798-08.09.1997).

- M. Jean-Claude Mignon sur l'adoption par France 2 et France 3 des signaux (VPS ou PDC) garantissant, malgré un décalage du début de l'émission, l'exactitude des enregistrements programmés sur magnétoscope.

(Question n° 4141-06.10.1997).

- M. Laurent Dominati sur les dispositions concrètes et les délais envisagés pour indemniser équitablement les occupants, particuliers et artisans, d'immeubles voués à la destruction par le plan de sauvegarde et de mise en valeur du quartier du Marais à Paris.

(Question n° 5542-03.11.1997).

- M. Bernard Perrut sur l'état d'avancement des pourparlers entre les ministères de la culture et des affaires sociales et de l'emploi, et les intermittents du spectacle, notamment en matière d'Assedic.

(Question n° 5618-03.11.1997).

- M. Pierre Micaux sur les moyens d'en finir avec le pillage et le dépeçage de châteaux et demeures historiques par des acquéreurs indéliçables, et sur la nécessité de préciser les notions d'immeuble par nature et d'immeuble par destination.

(Question n° 6358-17.11.1997).

- M. Michel Giraud sur la possibilité d'abaisser le délai légal de 100 ans, en vigueur en France, pour la communication au public des documents d'état civil.

(Question n° 6597-24.11.1997).

- M. Jean-Paul Bacquet sur l'exonération souhaitable des organisateurs de spectacles gratuits des droits dus à la SACEM.

(Question n° 6981-01.12.1997).

#### JO n° 2 du 12 janvier 1998

Réponses aux questions de :

- Mme Paulette Guinchard-Kunstler sur les conséquences dommageables pour les budgets des théâtres nationaux de la difficile mise en place de la déconcentration des crédits et de la tutelle d'Etat.

(Question n° 7336-08.12.1997).

- M. Jacques Péliard sur les inconvénients, pour les associations festives à but non lucratif, du projet de loi, modifiant l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945, qui institue l'obligation généralisée de prendre une licence d'entrepreneur de spectacle.

(Question n° 7507-08.12.1997).

#### JO n° 3 du 19 janvier 1998

Réponses aux questions de :

- M. Léonce Deprez sur l'opportunité de compléter l'action de l'association "La roue tourne" en faveur des artistes en difficulté, en subventionnant des formules spécifiques d'aide aux artistes.

(Question n° 3312-22.09.1997).

- M. Marcel Dehoux sur la baisse des crédits déconcentrés qui pénalise les projets et missions des écomusées et des musées de sociétés regroupés en fédération.

(Question n° 5232-27.10.1997).

- M. Pierre Lellouche sur l'exonération des droits de reproduction dans les catalogues des ventes publiques qui institue une distorsion de concurrence entre les différents acteurs du marché de l'art.

(Question n° 7299-08.12.1997).

- M. Pierre Lellouche sur le droit de suite à taux dégressif qu'une directive de la Commission de Bruxelles propose d'appliquer au marché européen de l'art, et qui paraît devoir pénaliser ce marché face à son concurrent américain.

(Question n° 7411-08.12.1997).

- M. Pierre Lellouche sur les effets préjudiciables du régime de la TVA appliqué au marché français de l'art qui pénalise le marché intérieur et l'importation, et favorise l'exportation du patrimoine.

(Question n° 7413-08.12.1998).

**JO n° 4 du 26 janvier 1998**

Réponses aux questions de :

- M. François Brottes sur l'inadéquation du régime saisonnier d'indemnisation appliqué aux intermittents du spectacle et sur les mesures prévues pour améliorer leur régime d'assurance-chômage.

(Question n° 5935-10.11.1998).

- M. Pierre Hellier sur l'opportunité d'adjoindre des artistes, garants du respect de l'esprit et de la forme des oeuvres, aux commissions de décision en matière de restauration des oeuvres d'art.

(Question n° 6675-24.11.1997).

- M. Guy Lengagne sur la nécessité de la publication rapide du décret d'application de la loi 97-179 du 28 février 1997, qui facilitera, par la saisine du préfet de région, l'arbitrage des contentieux en matière de construction aux abords de monuments historiques ou en secteur sauvegardé.

(Question n° 7163-01.12.1997).

- M. Léonce Deprez et Bruno Bourg-Broc sur l'état de l'instruction du dossier relatif à la communication au public des fonds d'archives de la Seconde Guerre mondiale, qui devait faire l'objet d'une communication au Premier ministre " avant le 2 décembre ".

(Questions n° 7642-15.12.1997 ; 7844-15.12.1997).

- M. Jean Marsaudon sur la répartition, entre les différents journaux bénéficiaires, des subventions gouvernementales au titre du fonds d'aide aux quotidiens nationaux d'information générale et politique à faibles ressources publicitaires.

(Question n° 7831-15.12.1997).

- M. Daniel Paul sur la nécessité de réformer la loi sur les délais de communication des archives d'état civil afin de faciliter les recherches généalogiques.

(Question n° 7861-15.12.1997).

**JO n° 5 du 2 février 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Jean de Gaulle sur le site et le calendrier retenus pour l'aménagement du musée des Arts premiers.

(Question n° 4690-20.10.1997).

- Mme Nicole Bricq sur l'opportunité d'une réforme destinée à renforcer le caractère redistributif du compte de soutien aux salles en faveur des exploitants

indépendants de salles de cinéma et sur les moyens d'assurer leur pérennité face aux multiplexes.

(Question n° 4752-20.10.1997).

- M. Richard Cazenave sur le rôle dévolu à TV 5 (TV 5 Moyen-Orient, TV 5 Asie), face à Canal France International, quant au rayonnement international audiovisuel de la France.

(Question n° 5525-03.11.1997).

- M. Jean-Yves Le Déaut sur la nécessité de renouveler le fonds de soutien à l'expansion radiophonique, afin d'assurer l'avenir des radios locales associatives, garantes du pluralisme sur la bande FM.

(Question n° 5922-10.11.1997).

- M. Léonce Deprez sur l'utilisation par les médias d'expressions imagées jugées péjoratives par l'artisanat et certains de ses métiers.

(Question n° 7988-22.12.1997).

**JO n° 6 du 9 février 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Jean-Claude Lenoir sur l'utilité, face à l'altération de millions de volumes publiés entre 1830 et 1950, d'imposer aux éditeurs d'imprimer sur papier permanent les livres destinés au dépôt légal.

(Question n° 6720-24.11.1997).

- M. Philippe Auberger sur le délai de publication du décret d'application de la loi 97-179 du 28 février 1997, qui facilitera, par la saisine du préfet de région, l'arbitrage des contentieux en matière de construction aux abords de monuments historiques ou en secteur sauvegardé.

(Question n° 9428-29.12.1997).

**JO n° 7 du 16 février 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Christian Cuvilliez sur la position de quasi monopole des Relais H du groupe Hachette, diffuseurs de presse et de livres dans les lieux publics.

(Question n° 4549-13.10.1997).

- M. Yves Dauge sur la mise en place, et les moyens de fonctionnement pour 1998, de l'Ecole d'architecture de Tours.

(Question n° 6987-01.12.1997).

- M. Marc Dolez sur l'inégalité de traitement entre les domiciles des particuliers et les foyers d'hébergement

d'handicapés adultes, leur domicile de fait, en matière de droits de redevance SACEM.

(Question n° 7046-01.12.1997).

- M. Jean-Marie Morisset sur les conséquences pour l'entretien et la restauration des monuments historiques de l'importante diminution des crédits en 1997, et de l'étalement de 1994 à 1998 de l'application de la loi de programme votée en 1993.

(Question n° 7243-01.12.1997).

- M. Pierre Lellouche sur le caractère répressif de la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989 en matière de fouilles sous-marines qui, à la différence d'autres législations, considère les découvreurs comme des pilliers et les incite à dissimuler ou détruire leurs trouvailles.

(Question n° 7301-08.12.1997).

- M. Michel Lefait sur les moyens mobilisés en faveur de la reconnaissance, de la préservation et de l'enseignement de la langue picarde dans la région Nord-Artois-Picardie.

(Question n° 7340-08.12.1997).

- M. Guy Drut sur la nécessité de réviser les conditions d'indemnisation des intermittents du spectacle par les Assedic, afin de leur assurer une réelle égalité devant le chômage.

(Question n° 7786-15.12.1997).

- Mme Laurence Dumont sur la dévolution, constamment ajournée depuis 1985, du Palais de Tokyo, face à la nécessité de reloger la Cinémathèque française sinistrée.

(Question n° 8038-22.12.1997).

### JO n° 8 du 23 février 1998

Réponses aux questions de :

- M. François Cornut-Gentile sur la diminution de 656 millions de francs des crédits du ministère de la culture, annoncée au *Journal officiel* du 10 juillet 1997, et sur ses conséquences sur la situation fragile des intermittents du spectacle et de l'ensemble des professionnels du secteur culturel.

(Question n° 8339-29.12.1997).

- M. André Godin sur le taux identique, et inéquitable, des droits d'auteur perçus par la SACEM à l'occasion de spectacles musicaux, sur les associations et sur les organisateurs professionnels de concerts.

(Question n° 8691-12.01.1998).

Sénat

### JO n° 1 du 1er janvier 1998

Réponses aux questions de :

- M. Serge Mathieu sur l'opportunité de substituer le terme «télécopie» à celui de «fax» dans les courriers et communications des administrations et organismes publics et parapublics.

(Question n° 3880-30.10.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur la suite qui sera donnée à la proposition faite en 1996 par le Conseil supérieur de l'audiovisuel "d'aménager le cadre juridique des technologies numériques".

(Question n° 3981-30.10.1997).

- M. Serge Mathieu sur les précautions de prévention du vol de documents d'archives contemporaines mises en oeuvre à l'occasion de l'ouverture des archives au public.

(Question n° 4493-27.11.1997).

### JO n° 2 du 8 janvier 1998

Réponses aux questions de :

- M. Jacques Valade sur le dispositif actuel d'assurance chômage des intermittents du spectacle, prolongé jusqu'à fin 1998, et sur le délai prévu pour le remplacer par un véritable statut.

(Question n° 3014-25.09.1997).

- M. Serge Mathieu sur l'étendue des compétences de contrôle, suite à l'audit de France 2, du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les chaînes publiques quant à leur utilisation du budget de la redevance et à la rentabilisation des stocks de programmes.

(Question n° 3478-16.10.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la 4ème opération "Le Temps des livres" (10-20 octobre 1997), et notamment sur le nombre de librairies et de bibliothèques du département du Rhône qui s'y sont associées.

(Question n° 3746-23.10.1997).

- M. Robert Pagès sur les délais de communication au public des documents de nature administrative.

(Question n° 3960-30.10.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur la suite qui sera donnée à la proposition, faite en 1996 par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, de simplifier la procédure d'autorisation



pour l'extension des zones de diffusion des services de télévision nationaux.

(Question n° 3984-30.10.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur une proposition du Conseil supérieur de l'audiovisuel (1996) prévoyant le retrait de l'autorisation d'exploitation d'un réseau de distribution par câble délivrée sur le fondement de l'article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

(Question n° 3985-30.10.1997).

- M. Michel Moreigne sur la politique en faveur de la tapisserie d'Aubusson : budget pour 1998, commandes publiques.

(Question n° 4345-20.11.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur l'importance et la répartition entre fonctionnement et équipement, du budget de la Comédie-Française pour 1997.

(Question n° 4354-20.11.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la 6ème édition (9/11/1997) de l'opération l'Invitation au musée, notamment dans le département du Rhône.

(Question n° 4468-20.11.1997)

- M. Georges Gruillot sur la possibilité pour les propriétaires de monuments historiques de récupérer la TVA à taux élevé qui leur est appliquée.

(Question n° 4500-27.11.1997).

### JO n° 3 du 15 janvier 1998

Réponses aux questions de :

- M. Philippe François sur la légalité, et sur les dangers pour le pluralisme de la presse régionale, de l'accaparement des ressources de la publicité commerciale par les publications gratuites des administrations et collectivités locales.

(Question n° 1347-17.07.1997).

- M. Georges Gruillot sur le suivi qui sera donné au projet de modification des statuts de l'Agence France Presse.

(Question n° 3868-30.10.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur les possibilités d'inciter les musées inaccessibles aux handicapés moteurs en fauteuil roulant à remédier à cette inadaptation.

(Question n° 4813-04.12.1997).

### JO n° 4 du 22 janvier 1998

Réponses aux questions de :

- M. Serge Mathieu sur la nécessité de subventionner l'association «La roue tourne», vitale

pour les artistes dans le besoin.

(Question n° 3103-02.10.1997).

- M. Alfred Foy sur la suite qui sera donnée au rapport de la Cour des comptes qui impute au manque de moyens du Mobilier national la perte de meubles en dépôt.

(Question n° 4825-11.12.1997).

### JO n° 5 du 29 janvier 1998

Réponses aux questions de :

MM. Georges Berchet et Georges Gruillot sur le délai de publication du décret mettant en place les commissions régionales du patrimoine et des sites prévues par la loi 97-179 du 28 février 1997 afin de permettre aux maires un recours contre l'avis de l'architecte des Bâtiments de France en matière de permis de construire aux abords de monuments historiques et en secteur sauvegardé.

(Questions n° 3959-30.10.1997 ; 4369-20.11.1997).

- M. Serge Mathieu sur les perspectives de mise en oeuvre de la dérogation générale d'ouverture au public des fonds d'archives de la Seconde Guerre mondiale, qui devait faire l'objet d'une communication au Premier ministre «avant le 2 décembre».

(Question n° 4995-18.12.1997).

### JO n° 6 du 5 février 1998

Réponses aux questions de :

- M. Serge Mathieu sur les mesures qui permettraient de maintenir la francophonie en France, notamment à la télévision, en réaction à la diffusion du reportage du Grand-Prix de France de formule I de Magny-Cours du 29 juin 1997, émaillé de terminologie anglaise.

(Question n° 1322-17.07.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la mise en place, depuis le 18 novembre 1996, de la signalétique antiviolence et antiérotisme à la télévision, et sur le nombre d'oeuvres diffusées sur chaque chaîne accompagnées de cette signalétique.

(Question n° 4355-20.11.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur la situation des théâtres lyriques français, suite à la publication par *Le Monde* (10/11/1997) d'un article intitulé " L'art lyrique entravé par son mode de financement ".

(Question n° 4633-27.11.1997).

- M. Marcel Vidal sur la dégradation de l'usage du

français dans de nombreuses organisations européennes et internationales et sur la quasi exclusivité de l'anglais sur les serveurs de l'Internet.

(Question n° 4737-04.12.1997).

- Mme Danielle Bidard-Reydet sur le mode de procédure ayant mené à la décision de transférer les fonds de la bibliothèque de l'Arsenal au carré Richelieu, sur le coût de l'opération, et sur la nécessité de préserver l'identité de cette bibliothèque bicentenaire.

(Question n° 4788-04.12.1997).

- M. Louis Souvet sur les moyens de faire appliquer le trilinguisme réglementaire dans les instances internationales de commerce telles que l'OMC, en particulier par le respect d'un délai raisonnable de traduction des textes décisionnels et de la revue *Focus*.

(Question n° 4840-11.12.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la diffusion du guide *Festival et expositions de France 1997*, sur son public, sur son coût, et sur l'éventuel projet de réitérer cette publication en 1998.

(Question n° 5131-18.12.1997).

#### JO n° 7 du 12 février 1998

Réponses aux questions de :

- M. Serge Mathieu sur l'opportunité, face à la dégradation de millions de volumes de la Bibliothèque nationale et des bibliothèques publiques publiés entre 1830 et 1950, d'imposer aux éditeurs d'imprimer sur papier permanent les livres destinés au dépôt légal.

(Question n° 3883-30.10.1997).

- M. Franck Sérusclat sur le papier permanent dont l'adoption éviterait aux publications futures les détériorations causées par l'acidification des papiers utilisés depuis 150 ans.

(Question n° 4190-06.11.1997).

#### JO n° 8 du 19 février 1998

Réponses aux questions de :

- M. Jean Grandon sur l'opportunité d'engager une concertation afin de libérer de leur assujettissement aux droits de redevance SACEM les établissements sanitaires, hospitaliers et maisons de retraite qui usent d'une sonorisation d'ambiance et de musique d'attente téléphonique.

(Question n° 4826-11.12.1997).

- M. Charles de Cuttoli sur les perspectives, et les

échéances de discussion au Parlement, du projet de loi portant code de la communication et du cinéma.

(Question n° 4860-11.12.1997).

- M. Philippe Marini sur le souhait de la ville de Compiègne de voir inscrire à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques la maison du début du XXème siècle qu'habitat Georges Guynemer.

(Question n° 53560-01.01.1998).

#### JO n° 9 du 26 février 1998

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur le devenir de la proposition faite en 1996 par le Conseil supérieur de l'audiovisuel de «réexaminer les conditions de fonctionnement des antennes collectives et des réseaux internes d'immeubles».

(Question n° 3983-30.10.1997).

- M. Georges Gruillot sur l'application pour la France du programme européen Raphaël qui porte sur l'étude, la conservation et la mise en valeur du patrimoine.

(Question n° 4946-18.12.1997).

- M. Georges Gruillot sur la situation préoccupante de l'édition, et sur les mesures destinées à conforter cette activité et à aider à son redressement économique.

(Question n° 4947-18.12.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur le débat qui anime actuellement dans la presse (*Le Monde* du 05/12/1997) la vie musicale française autour de la difficile détection des nouveaux talents et de la rare promotion des solistes français dans nos grandes institutions musicales.

(Questions n° 5061-18.12.1997 ; 5063-18.12.1997).

- M. André Maman sur la position française face à la proposition de directive sur «le droit d'auteur et le droit voisin dans la société de l'information» adoptée le 10 décembre 1997 par la Commission européenne.

(Question n° 5154-18.12.1997).

- M. Emmanuel Hamel sur le moyen de remédier au faible effort de prévention contre la drogue dans les centres culturels, révélé lors des rencontres nationales sur la toxicomanie (12-13 décembre 1997).

(Question n° 5303-25.12.1997).

- M. Philippe Richert sur le nombre de demandes de classement et d'inscriptions aux monuments historiques de bâtiments du département du Bas-Rhin en 1996 et 1997, et sur leur aboutissement. (Question n° 5426-15.01.1998).

## DIVERS

**Circulaire du Premier ministre du 20 mars 1998 relative à l'activité éditoriale des administrations et des établissements publics de l'Etat (JO du 22 mars 1998).**

Le Premier ministre

à

Mesdames et Messieurs les Ministres  
et Secrétaires d'Etat

Réf. : Circulaire du 14 février 1994 relative à la diffusion des données publiques

**1** - Traditionnellement, quelques services publics ont pour mission d'imprimer et de diffuser des ouvrages : Imprimerie nationale, Journaux officiels, Documentation française. Cependant, au cours des dernières décennies, l'activité éditoriale s'est développée au sein d'un grand nombre d'administrations et d'établissements publics de l'Etat. Cette évolution est en relation directe avec l'exigence d'une transparence accrue et d'une meilleure information des citoyens sur l'action des pouvoirs publics et n'est pas étrangère à la modernisation de l'administration. Par ailleurs, certains organismes publics à vocation scientifique ou culturelle ont pour mission explicite de diffuser les connaissances qu'ils contribuent à élaborer ou de faire connaître au public les oeuvres dont ils sont dépositaires.

Il convient cependant de veiller à ce que cette activité d'édition, d'une part, demeure directement liée aux missions de service public et, d'autre part, s'exerce dans des conditions telles qu'elle ne fausse pas la concurrence sur certains segments du marché du livre.

**2** - Dans cette perspective, mon prédécesseur avait chargé M. Jean-Claude GROSHENS, conseiller d'Etat, d'une mission d'étude et de proposition. A l'issue d'une enquête approfondie et d'une concertation avec les principaux éditeurs publics et privés, M. GROSHENS m'a remis un rapport, dans lequel il propose des mesures destinées à mieux encadrer l'activité éditoriale des services publics.

La présente circulaire a été rédigée à la lumière de ce rapport. Elle a pour objet d'énoncer les principes

qui devront désormais être respectés par les administrations et établissements publics relevant de l'Etat dans le domaine de l'édition. Ces principes s'inscrivent dans le prolongement des orientations fixées par la circulaire du 14 février 1994 relative à la diffusion des données publiques.

Par activité éditoriale, on entend désigner, dans la présente circulaire, la conception, la fabrication et la diffusion d'ouvrages imprimés autres que les publications périodiques et simples documents destinés à l'information du public, ou à la communication ou la formation internes.

**3** - Il faut relever, à titre liminaire, que l'activité éditoriale globale des organismes publics n'intéresse que marginalement le marché du livre, même si la situation peut varier selon les domaines éditoriaux et si l'on peut observer chez certaines administrations une tendance préoccupante à sortir de leur champ d'activité.

Les études menées par M. GROSHENS avec le concours de la direction du livre et de la lecture ont montré que la part de l'édition publique dans le marché du livre reste modeste. Si l'on met à part le secteur atypique des cartes géographiques, on estime que les organismes relevant de l'Etat produisent environ 4 % des titres sur le marché, ce qui, en raison de la modestie des tirages, représente moins de 2 % des exemplaires édités chaque année en France. En outre, environ le quart de cette production éditoriale est destinée à une diffusion non commerciale.

La mission a également constaté que cinq institutions publiques ayant statutairement une vocation éditoriale (les Journaux officiels, la Documentation française, la Réunion des musées nationaux, les éditions du Centre national de la recherche scientifique et l'ensemble constitué par le Centre national de documentation pédagogique et les vingt huit centres régionaux qui lui sont rattachés) réalisent à elles seules près des trois-quarts des ventes du secteur public.

Ces constats permettent de circonscrire les problèmes en ce qui concerne les relations entre éditeurs publics et privés. Il est clair que, pour la

grande majorité des administrations et établissements de l'Etat, la seule question qui se pose est d'apprécier si le développement d'une activité éditoriale est compatible avec l'objectif de maîtrise des coûts de fonctionnement des services publics, si les ouvrages édités répondent à un réel besoin et sont suffisamment diffusés. En revanche, pour les quelques secteurs où la place prise par les services publics serait susceptible de porter ombrage à l'activité des maisons d'édition privées, il convient de rechercher des solutions appropriées.

#### 4 - Les éditeurs publics institutionnels

Un certain nombre d'organismes de droit public ont vocation, en vertu des textes législatifs ou réglementaires qui les régissent, à exercer une activité éditoriale. Il s'agit notamment :

**4.1** - de la direction des Journaux officiels, dont la mission est de publier et diffuser l'ensemble des textes législatifs et les principaux textes réglementaires émanant des autorités de l'Etat ainsi que les débats parlementaires et les annonces légales ;

**4.2** - de la direction de la Documentation française qui, en vertu du décret n° 76-125 du 6 février 1976, «*élabore, édite et diffuse des études et des documents d'information générale et de vulgarisation*» et «*agit comme éditeur pour le compte d'administrations et d'organismes publics*» ;

**4.3** - de la Réunion des musées nationaux (R.M.N.) qui, aux termes de l'article 2 du décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990, a notamment pour mission «*de favoriser la fréquentation des musées nationaux et la connaissance de leurs collections en éditant et en diffusant de façon commerciale des produits dérivés des oeuvres qui y sont conservées et des ouvrages qui leur sont consacrés*», et qui peut également «*prêter son concours technique à des collectivités publiques et à des musées français et étrangers*» ;

**4.4** - de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (C.N.M.H.S.) dont l'objet, fixé par le décret n° 95-462 du 26 avril 1995, est de présenter au public les monuments historiques et les sites appartenant à

l'Etat et qui, à cette fin, peut «*assurer la réalisation et la diffusion, à titre gratuit ou onéreux, des publications, photographies et documents audiovisuels et, plus généralement, tous objets se rapportant au patrimoine*» ;

**4.5** - du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) qui, aux termes de l'article 2 du décret portant organisation et fonctionnement de cet établissement public (décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié), est notamment chargé «*de développer l'information scientifique, en favorisant l'usage de la langue française*» et peut, à cette fin, «*assurer l'élaboration et la diffusion de la documentation scientifique et la publication des travaux*» ;

**4.6** - du Centre national et des centres régionaux de documentation pédagogique, lesquels exercent, en vertu du décret n° 92-56 du 17 janvier 1992, une activité éditoriale au service des établissements d'enseignement;

**4.7** - enfin, de l'Institut géographique national (I.G.N.), établissement public, chargé par le décret n° 81-505 du 12 mars 1981 modifié «*d'établir, de publier ou de diffuser, sous forme graphique ou numérique*» les travaux qu'il effectue, et du service hydrographique et océanographique de la marine (S.H.O.M.), rattaché à l'état-major de la marine nationale, qui a pour mission d'établir les documents nautiques nécessaires à la sécurité de la navigation et de diffuser ou contrôler la diffusion des informations nautiques (décret n° 71-396 du 25 mai 1971).

**5** - L'activité éditoriale des organismes mentionnés ci-dessus n'est pas contestable en soi puisqu'elle correspond à leur mission statutaire. Cependant leur intervention sur le marché du livre ne doit pas être de nature à fausser le jeu de la concurrence.

Il faut, à cet égard, faire une distinction selon la nature des ouvrages édités.

**5.1** - Il est normal que les éditeurs relevant de l'Etat produisent et diffusent des titres qui, en raison de la spécialisation du sujet abordé ou de l'étroitesse du

marché potentiel, ne pourraient pas être offerts au public à un prix abordable sans un financement public. Cela constitue la raison d'être principale des éditeurs publics. En principe, les ouvrages de cette nature ne font pas concurrence aux publications des maisons d'édition privées.

**5.2 -** Pour autant, il n'est nullement interdit aux éditeurs publics de produire et de diffuser des ouvrages concurrentiels du moment que cette diffusion entre dans le cadre de leur mission de service public ou en constitue un prolongement immédiat et que l'offre du secteur privé est insuffisante pour satisfaire complètement les besoins, étant entendu, sur ce dernier point, que le caractère déficient de l'offre émanant de secteur privé ne doit pas s'apprécier titre par titre mais au regard de l'activité d'ensemble de l'organisme public considéré. Mais alors, conformément à l'article 53 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence, les règles du droit de la concurrence doivent être strictement respectées.

Lorsque les ouvrages diffusés par des éditeurs publics entrent en concurrence directe avec des publications de même nature émanant du secteur privé de l'édition, il convient de se montrer particulièrement vigilant sur les conditions de leur conception, de leur fabrication et de leur diffusion. Le prix de vente au public desdits ouvrages ne doit pas pouvoir être considéré comme abusivement bas. Il doit donc couvrir intégralement, non seulement les coûts directs de production et de distribution, mais aussi une partie des frais de structure conformément aux pratiques habituelles des entreprises privées du même secteur.

Les éditeurs publics qui ont un accès privilégié à certains gisements d'informations ou à des fonds iconographiques doivent être particulièrement attentifs au respect du droit de la concurrence.

En premier lieu, ils ne peuvent interdire aux éditeurs privés d'accéder aux données brutes dont ils sont détenteurs.

En deuxième lieu, si une institution publique exige une redevance pour mettre des données à la disposition d'autres éditeurs, dans le respect des principes énoncés par la circulaire du 14 février 1994, elle doit, lorsqu'elle utilise à son profit lesdites données pour la confection d'un ouvrage, pratiquer un prix de cession interne calculé selon les mêmes modalités que la redevance. Ce prix de cession interne doit à son tour être intégralement répercuté

dans le prix de vente de l'ouvrage au public.

En troisième lieu, dès lors que le produit mis sur le marché entre en concurrence avec des produits similaires, l'éditeur public ne doit pas tirer avantage des aides qui lui sont par ailleurs accordées au titre de ses activités non concurrentielles. En d'autres termes, les subventions versées pour la publication et la diffusion d'ouvrages ayant un public restreint ou d'un écoulement lent ne doivent pas être détournées de leur objet et être utilisées en fait pour améliorer la compétitivité de l'éditeur public sur les marchés concurrentiels.

Bien entendu, les règles qui viennent d'être énoncées s'appliquent non seulement aux institutions publiques qui se livrent directement à une activité éditoriale mais aussi aux organismes de droit privé que ces institutions chargeraient, sous quelque forme que ce soit, d'exercer cette activité pour leur compte.

**5.3. -** Les coéditions entre le secteur public et le secteur privé sont recommandées, lorsqu'elles permettent de rapprocher les savoir-faire ou de renforcer les capacités d'intervention propres à chaque partenaire, pour les investissements comme pour la diffusion.

**6 -** Il n'est possible de vérifier le respect des principes rappelés ci-dessus que grâce à des méthodes de comptabilité analytique. Or, ces méthodes sont encore insuffisamment développées chez les éditeurs publics.

Il me paraît désormais indispensable que ceux-ci mettent rapidement en place de tels instruments afin d'assurer la transparence de leurs coûts. Les méthodes qui seront définies devront être communes à toutes les institutions publiques ayant une activité éditoriale importante. Elles devront également permettre d'établir des comparaisons avec les maisons d'édition privées pour que ne restent pas sans réponse les critiques qui pourraient être formulées à l'avenir concernant le caractère abusif des pratiques éditoriales de certaines institutions publiques. L'établissement, pour chaque titre édité, d'une «fiche produit» permettra de retracer l'intégralité des coûts de création, d'iconographie, de fabrication et de diffusion. Ces «fiches produit» seront complétées par des documents de gestion intégrant les coûts de structure. Le tout permettra de contrôler que le prix de vente au public est correctement calculé.

Pour accélérer la mise en place d'une telle comptabilité analytique, j'ai décidé de constituer, sous la direction du président de la commission de coordination de la documentation administrative, un groupe de travail dont le secrétariat sera assuré par la direction du livre et de la lecture du ministère de la culture et de la communication.

Ce groupe de travail réunira des représentants des éditeurs publics institutionnels ainsi que des principaux ministères concernés. Son rôle sera de compléter et d'actualiser les informations collectées dans le cadre de la mission de M. GROSHENS en ce qui concerne les coûts de production et les modes de fixation des prix chez les éditeurs publics et, sur cette base, de définir les principes directeurs de la comptabilité analytique qui devra être mise en place chez ceux-ci. Dans toute la mesure du possible, ces principes devront être calqués sur les usages en vigueur dans le secteur privé afin de faciliter les comparaisons avec ce dernier.

Je souhaite que le groupe de travail ait achevé cette tâche avant la fin du premier trimestre 1999.

Postérieurement à la mise en place d'une comptabilité analytique fiable et homogène chez tous les grands éditeurs publics, ce groupe de travail continuera à se réunir périodiquement pour observer l'évolution des coûts et des prix dans ce secteur. En outre, les maisons d'édition privées pourront s'adresser à lui pour faire part de leurs observations ou interrogations concernant l'activité éditoriale de telle ou telle institution publique. Ce contact permettra d'engager un dialogue et d'aplanir les difficultés de relation entre éditeurs publics et privés.

**7 - L'Imprimerie nationale ne peut être assimilée aux éditeurs publics mentionnés ci-dessus. En effet, il ne s'agit pas d'une personne morale de droit public mais d'une société anonyme dont l'Etat détient, directement ou indirectement, le capital.**

La loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 garantit à cette société le monopole de fabrication des documents déclarés secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité (titres d'identité, passeports, documents administratifs ou d'état civil). En revanche, l'activité éditoriale ne fait pas partie des missions de service public qui lui sont confiées. Ce sont les statuts de la société qui prévoient que celle-ci a notamment pour objet "*l'édition et la commercialisation de tous produits imprimés et d'ouvrages*".

L'activité éditoriale est financièrement marginale pour l'Imprimerie nationale puisqu'elle représente moins de 1 % de son chiffre d'affaires. Elle *permet* cependant de préserver le savoir-faire des personnels tant dans le domaine de l'imprimerie traditionnelle que dans celui des techniques de haut niveau, et d'assurer la conservation du patrimoine typographique exceptionnel détenu par cette entreprise. Il s'agit donc d'une activité légitime mais qui doit s'exercer dans des conditions et selon des prix comparables à ceux des maisons d'édition privées. J'ai demandé au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, qui assure *le contrôle* de la société, de veiller à ce que cette règle continue à être respectée strictement par celle-ci.

**8 - Les administrations et établissements publics dont ce n'est pas la vocation ne doivent pas entreprendre d'activités éditoriales par leurs propres moyens.**

Le fait qu'un organisme public n'ait pas vocation, en vertu des lois ou règlements le régissant, à mener des activités éditoriales, n'interdit nullement que celui-ci soit à l'origine de la publication d'un ouvrage. De très nombreuses institutions ont pour mission de diffuser des connaissances ou d'informer le public sur leurs activités. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que tous les musées peuvent légitimement entreprendre des actions pour faire connaître au plus large public possible les collections dont ils ont la garde. Plus généralement, la publication et la diffusion d'ouvrages peuvent constituer des éléments de la politique de communication de toutes les administrations.

Je souligne cependant que les critères au vu desquels s'apprécie la légalité de l'intervention des organismes publics dans la sphère éditoriale sont ceux qui ont été dégagés par la jurisprudence administrative et que la circulaire précitée du 14 février 1994 a rappelés. Ainsi, le choix pour une institution publique de faire publier et diffuser sous forme commerciale un ouvrage ou une collection n'est justifié que si les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le sujet de l'ouvrage ou le thème de la collection se rapporte à son champ d'activité ;

- la diffusion répond à un besoin collectif qui n'est pas satisfait par l'initiative privée ou qui n'est pas couvert dans de bonnes conditions du point de vue de l'intérêt général.

Lorsque ces conditions sont remplies et qu'un organisme public souhaite qu'un ouvrage soit réalisé, il n'est pas de bonne administration qu'il s'institue

éditeur si cette activité n'entre pas explicitement dans ses missions. L'activité éditoriale doit, en effet, être confiée à des structures spécialisée, publiques ou privées, car les personnels des services publics manquent, quelles que soient leurs compétences par ailleurs, du professionnalisme indispensable à celle-ci. Les instruments d'analyse qui permettraient d'avoir une vue d'ensemble aussi bien sur le coût que sur l'utilité des publications leur font défaut. Et les palliatifs imaginés pour remédier au manque de professionnalisme (recrutement d'agents issus du secteur privé, recours aux coéditions) ne garantissent nullement la maîtrise des coûts et ne permettent pas de s'assurer que l'ouvrage présente un réel intérêt pour le public ni qu'il sera suffisamment diffusé.

C'est pourquoi je souhaite qu'il soit mis fin à l'activité d'édition occasionnelle qui a pu être pratiquée par des administrations ou établissements publics dont ce n'est pas la mission statutaire. J'ai d'ailleurs demandé au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de donner instruction aux contrôleurs financiers de ne plus viser des engagements de crédits de ces administrations ou établissements publics ayant pour objet l'édition d'ouvrages, sauf dérogation accordée par mes soins

après avis de la commission de coordination de la documentation administrative. Une telle dérogation ne sera accordée qu'exceptionnellement, lorsque le service concerné sera en mesure d'établir qu'aucun éditeur public ou privé n'a répondu aux appels d'offres lancés par lui.

Les administrations et établissements publics qui souhaiteront, à l'avenir, publier et diffuser des ouvrages, devront, soit confier cette tâche aux organismes publics dont la mission statutaire est d'éditer des ouvrages, notamment à la Documentation française, soit recourir à des éditeurs privés dans le respect des procédures édictées par le code des marchés publics.

Je vous demande de veiller au respect des présentes instructions tant dans les services placés sous votre autorité directe que dans les établissements publics dont vous avez la tutelle. Vous voudrez bien me saisir, sous le timbre de la commission de coordination de la documentation administrative, de toute difficulté d'application de celles-ci.

Le Premier ministre

Lionel JOSPIN

---

---